

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.

N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Etranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :

ANDRÉ ZUPCY.

INSERTIONS :

annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
insertions, corps du journal.....	145 » la »
la livre turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C^e, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et C^e, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rötter et C^e, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

LA TURQUIE paraît en deux éditions : une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit, et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois.

La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C^e

Roumanie.

Bucharest, 16 avril.

Le portefeuille des affaires étrangères a été confié à M. Cogalniceanu.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture.....	P 10.20
En ce moment.....	» 10.16
Obligations Rouméliennes.....	fr 27.50
Papier-monnaie—L. T. 100 P. 164.—	

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL METÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

17 avril 1877

Lever du soleil.....	5 h. 21 m.
Coucher.....	6 » 39
Temps moyen à midi apparent.....	11 » 39.31
Il à la turque à midi moyen.....	5 » 13

8 heures du matin.

Baromètre.....	756.7
Thermomètre.....	10.4
Minima.....	8.6
Maxima de la veille.....	14.2

Direction et force du vent NE, faible.

NOUVELLES DIVERSES.

Hier soir, un grand conseil s'est réuni dans le conseil du Grand Vézir. Aujourd'hui, dans l'après-midi, les ministres se réuniront chez S. A. le Cheikh-ul-Islam.

Monir effendi, drogman du Divan impérial, et M. Sandisson, premier drogman de l'ambassade anglaise, partiront demain pour les Dardanelles à la rencontre de M. Layard, ambassadeur provisoire de la Reine à Constantinople.

L'assemblée électorale des délégués-électeurs de Constantinople et de la banlieue s'est réunie hier, l'après-midi, pour procéder à l'élection d'un député non-musulman, en remplacement de Christaki effendi Zographos, démissionnaire. Il y avait plusieurs candidats arméniens et deux grecs, Nicolaki Soulidès effendi et Anastasiades effendi.

Après plusieurs tours de scrutin, c'est Soulidès effendi qui a réuni la majorité absolue des voix, soit 22 voix. Les délégués-électeurs étaient au nombre de trente-cinq.

Le procès-verbal de cette élection a été transmis, conformément au règlement, au conseil d'Etat qui, après véri-

fication, enverra à Soulidès effendi, sa carte de député.

Ménahim effendi, député israélite de Bagdad, est arrivé, avant-hier, à Constantinople. Les députés musulmans de cette province et de celle de Bassorah sont aussi en route et arriveront dans le courant de la semaine prochaine.

Mehmed Djilal Eddin effendi, est nommé, par ordonnance impériale, aux fonctions de Cadi de Stamboul.

Un shouh de Smyrne en qui on peut avoir toute confiance nous a adressé, par le dernier courrier, une lettre où il est longuement question de Chakir bey, défendeur de la province d'Aidin, et des plaintes graves qui sont portées contre ce fonctionnaire.

Nous nous abstenons de reproduire cette lettre Chikir bey ayant été destinée dans l'intervalle et appelé à Constantinople où il sera jugé.

L'interpellation qui a eu lieu à ce sujet à la Chambre des députés a démontré que le gouvernement s'est ému des griefs formulés contre ce défendeur et il y a tout lieu d'espérer que, s'ils sont fondés, la justice aura son cours et que la loi relative aux fonctionnaires coupables sera strictement appliquée.

La colonie française vient d'être cruellement éprouvée par la perte de M. Belin, secrétaire-interprète de l'ambassade qui a succombé hier à la maladie dont il souffrait depuis longtemps. M. Belin était un savant orientaliste et les nombreux ouvrages dus à sa plume font autorité sur les questions de droit musulman. Les vertus privées de M. Belin lui avaient conquis l'estime et le respect de tous. Puisse les regrets unanimes que laisse après lui cet homme de bien apporter un adoucissement à la douleur inconsolable de sa veuve et de ses enfants.

Le Vakit se dit autorisé à démentir le Levant Herald qui a annoncé que la ville de Stamboul sera mise en état de siège.

Contrairement aux bruits qui ont circulé, le stationnaire russe le Sokol n'a emporté aucun effet de l'ambassade de Russie.

Un grand bateau-transport de la marine impériale se trouve actuellement en chargement devant Tophané. Il prend à son bord des canons Krupp et du matériel de guerre. Aujourd'hui son chargement pourra être complété et, vers le soir, il quittera Constantinople à destination de Trébizonde et de Batoum.

Il a été dit que les sujets russes établis en Turquie seront placés, en cas de rupture des relations entre les deux Etats, sous la protection de l'ambassade d'Allemagne.

Néanmoins on assure que la Sublime Porte refusera d'accéder à un pareil arrangement et insistera pour l'expulsion des nationaux russes, tout en acceptant sur cette question la réciprocité de la part du gouvernement russe.

Nous apprenons que MM. Dussaud frères se trouvent actuellement à Constantinople pour traiter définitivement la question du tarif des quais de Smyrne. D'après les informations qui nous parviennent l'entente à ce sujet éprouverait

des difficultés. Nous attendons les renseignements qui nous ont été promis pour revenir sur ce sujet.

D'après le journal de Jannina, l'armée territoriale de l'Epire et de la Thessalie a été appelée sous les drapeaux. Chaque compagnie sera composée de 200 hommes.

Les autorités civiles et militaires de ce vilayet ont pris les mesures nécessaires pour le prompt rassemblement de ces troupes.

Nous lisons dans le Bassiret de ce matin :

Certains journaux semblent vouloir attacher une grande importance à la question des Mirdites.

Toute la population de la province désignée sous le nom de Mirditie ne s'élève pas à plus de 5000 habitants, hommes et femmes.

Il est erroné de dire que les Mirdites se soient mis en état de révolte. Ce qu'il y a de vrai dans tous ces bruits c'est que le fils de Doda pachà, à la tête de quelques centaines d'hommes, s'est livré à des actes de brigandage et a cherché à couper les voies de communication.

Son oncle, Dod Kigha, qui ne partage pas la manière de voir de son neveu, a marché contre lui, à la tête de 200 hommes en sa qualité de binbachi de la gendarmerie, et l'a cerné dans sa propre habitation. Une lutte s'est engagée entre les deux partis. Il y a eu plusieurs morts de part et d'autre.

Les autorités de Scutari, désireuses de rétablir l'ordre dans les cantons des Mirdites et de venir en même temps en aide à Dod Kigha qui se trouve être un officier du gouvernement, viennent d'expédier quelques troupes dans les cantons des Mirdites.

Depuis quelques jours les concerts se succèdent à Péra, M^{me} Sauslein en donnera un demain soir à la Teutonia. Le talent de M^{me} Sauslein, les noms de MM. Cicotti, Blumer et Wulffing ainsi que le concours de la société chorale de la Teutonia assurent un plein succès à cette fête musicale.

Nous publions aujourd'hui le programme à la 3^{me} page du journal.

SUBLIME PORTE BUREAU DE LA PRESSE.

(Communiqué.)

Le Levant Herald a publié hier un supplément dans lequel il croit pouvoir annoncer que l'état de siège sera proclamé dans la ville de Stamboul.

Cette nouvelle est entièrement dénuée de fondement, attendu que le gouvernement impérial ne voit nullement la nécessité de proclamer l'état de siège sur aucun point de l'Empire.

Le Directeur de la Presse.

Constantinople, 4/16 avril 1877.

On nous écrit de Brousse, en date du 14 avril :

Avec le retour du printemps, notre ville a repris un aspect moins triste, les mûriers sont de belle venue, et les éducations de vers-à-soie ont commencé dans tous les environs. Nos populations espèrent en une bonne récolte de cocons pour les soulager de l'affreuse misère où elles sont réduites depuis 6 ou 7 mois. Malheureusement les éclo-

sions des graines japonaises laissent bien à désirer, et font craindre des échecs sérieux dans la 2^{me} et 3^{me} mue. Les graines Bagdad sont rares et en résumé les opinions diverses ne sont pas favorables à une récolte abondante.

Les fêtes de Pâques se sont bien passées, la tranquillité publique n'a pas été troublée grâce aux mesures de bonne police prises par le gouverneur général.

A l'occasion de cette grande fête S. Exc. Vely pachà a rendu visite aux archevêques grec et arménien ainsi qu'à MM. S. Mannasse et O. Keuleyau, deux des notables catholiques de Notre ville, ce qui a été favorablement apprécié par les Ottomans et les Chrétiens.

Nombre d'étrangers de distinction viennent visiter Brousse en cette saison. Chevket pachà est aux eaux ferrugineuses de Tchikrigué, et nous attendons S. A. Mehmed Rachid pachà.

Hier est arrivé Omer Fawzi pachà, de passage pour son nouveau poste de gouverneur de Konieh.

M. le Baron de Langsdorff, commandant du stationnaire français, accompagné d'un attaché de l'ambassade, sont venus également faire une excursion. S. Exc. Vely pachà a bien voulu mettre à leur disposition ses propres chevaux pour faire l'ascension du Mont Olympe, et Elle les a reçus à dîner à Sa villa de campagne à Tchikrigué.

La situation.

On lit dans le journal le Temps :

Si quel qu'un a gagné quelque chose aux dernières transactions, c'est la Russie. La Russie a retiré de la signature du protocole par les puissances d'au moins deux avantages signalés. On n'a pas tout de suite aperçu ces avantages, parce qu'ils résultent des textes plus qu'ils n'y sont inscrits, mais ils ne sont pas moins réels. Le premier, c'est la solennité même de l'acte par lequel les puissances déclarent que la condition intérieure de la Turquie est une affaire d'intérêt européen. De là à reconnaître à chacune des puissances le droit de défendre sa part personnelle dans la cause générale, il n'y a véritablement pas loin. Disons plus : la Russie n'a-t-elle pas obtenu par voie détournée, sous forme implicite mais suffisante, ce fameux mandat d'agir en nom collectif qu'elle sollicitait avec tant d'ardeur et que l'Angleterre lui refusait avec tant d'obstination ?

Le protocole a valu à la Russie un autre avantage. C'est dans les mains de cette puissance qu'il a remis de fait la conclusion du différend entre la Porte et l'Europe. Le protocole dépend du désarmement, mais le désarmement lui-même dépend de la Russie ou, ce qui revient au même, du jugement que la Russie portera sur les dispositions et les actes du gouvernement turc. Voilà donc la conduite des négociations finies, et, en définitive, la question de la paix et de la guerre laissée au jugement de la Russie. L'Angleterre lâche la direction des événements pour l'abandonner à un autre, et elle donne ainsi au gouvernement de Saint-Petersbourg une satisfaction de prestige incontestable.

Nous avions donc raison de dire, dès le premier moment, que la Russie, de par le protocole, est devenue l'arbitre de la question d'Orient. Car de croire que la Turquie y mette de la mauvaise volonté, personne ne nous le persuadera. C'est là une pure affaire de conduite. Si le gouvernement du tsar y em-

ploie les ménagements nécessaires, si, au lieu d'adopter le ton hautain et méprisant de la déclaration Schouvaloff, il consent à traiter la Turquie comme une puissance qui a ses légitimes susceptibilités, la Russie en tirera tout ce qu'elle voudra. Encore une fois, la Russie est actuellement maîtresse de la décision à laquelle l'Europe est pour ainsi dire suspendue depuis un an ; nous allons voir enfin quelles ont été ses intentions réelles pendant tout ce temps, et si on l'a calomniée lorsqu'on lui a supposé des velléités d'ambition cachées sous la philanthropie des manifestes.

Si la Russie veut sincèrement la paix, elle est parfaitement bien placée pour la faire. Les satisfactions que lui donne le protocole et que nous énonçons plus haut, suffisent pour sauver sa dignité aux yeux de l'Europe et son prestige aux yeux des populations de l'empire. C'est elle qui a vaincu diplomatiquement, et il lui reste à montrer maintenant si elle a cherché dans cette victoire un moyen honorable de se retirer d'une situation trop avancée, ou, au contraire, un moyen d'engager l'Europe dans la complicité de ses desseins belliqueux.

Mais la Russie a des motifs plus puissants et plus éclatants encore à faire valoir pour justifier son désarmement, si tant est que cette mesure ait besoin de justification. Quelle magnifique position à prendre devant l'Europe que de lui dire : les événements ont tourné au trépas que nous ne les pensions ; une question d'humanité et de religion a soulevé inopinément les inquiétudes des puissances intéressées au maintien de l'empire ottoman ; avec ces dispositions, il est à craindre que les motifs les plus purs soient méconnus et que l'intervention la plus légitime entraîne de grands maux ; nous avons voulu le redresser des torts faits aux chrétiens, nous la voulons encore, nous ne cessons d'y travailler, mais nous croyons devoir faire à la paix générale le sacrifice de nos sympathies les plus profondes. L'Europe a la passion du repos, et nous ne pouvons nous donner l'apparence d'être indifférents à ses vœux. L'Europe se remet à peine des événements qui ont ébranlé si profondément ébranlé son équilibre, et nous n'osons risquer de porter à cet équilibre de nouvelles atteintes.

En tenant un pareil langage, le gouvernement du tsar, sans renoncer à obtenir les améliorations les plus sérieuses dans le sort des chrétiens de Turquie, donnerait un gage éclatant du désintéressement de sa politique, et une preuve de sagesse qui rehausserait singulièrement sa position en Europe.

La retraite de M. de Bismarck.

Berlin, 6 avril.

Aujourd'hui, à midi, il n'y avait pas encore de résolution prise par l'empereur relative à la démission offerte par le prince de Bismarck.

La Gazette de l'Allemagne du Nord déclare inexacte la nouvelle donnée par certains journaux, d'après laquelle le comte Eulenburg servirait d'intermédiaire dans les négociations entre l'empereur et le chancelier.

Suivant la Gazette, l'empereur ne se serait entretenu qu'avec le prince de Bismarck lui-même au sujet du projet de ce dernier de se retirer.

Le même journal déclare comme étant de pure invention le bruit d'après lequel un différend serait élevé entre l'empereur et son

chancelier au sujet du degré d'appui à accorder par l'Allemagne à la Russie.

De plus, le bruit attribuant au gouvernement allemand l'intention de poursuivre un arrangement avec le Saint-Siège ne serait qu'une simple conjecture, ne reposant sur aucune base sérieuse.

D'après des renseignements dignes de foi, il serait de même inexact que l'affaire Stosch ait exercé une influence quelconque sur la détermination de M. de Bismarck.

La National Zeitung rectifie la nouvelle annoncée par les journaux suivants laquelle le chancelier aurait déjà quitté les affaires. Ce journal affirme qu'il continue d'expédier les affaires courantes et qu'il reçoit journellement les rapports qui lui sont soumis.

Le Conseil fédéral, dans sa séance d'aujourd'hui, a adopté le projet de loi qui désigne Leipzig comme siège du tribunal suprême.

Berlin, 6 avril.

La Post publie des renseignements sur la crise provoquée par la démission du prince de Bismarck. Il en ressort que, hier encore, le chancelier vaquait comme à l'ordinaire à l'accomplissement de ses fonctions.

Ce journal avoue qu'en effet M. de Bismarck, se fondant sur des raisons de santé, a fait remettre sa démission entre les mains de l'empereur ; mais que jusqu'à hier soir on ne connaissait pas encore la décision de Sa Majesté. Le prince-chancelier n'avait également pas fait encore ses préparatifs de départ.

Différentes personnes déclarent se rappeler que, il y a de cela plusieurs semaines déjà, M. de Bismarck aurait exprimé la conviction que le fardeau de son travail devenait trop lourd, si le service restait organisé comme il l'est en ce moment, sans toutefois laisser entendre qu'il considérait comme opportun de répartir immédiatement la surcharge du travail entre un certain nombre de personnes responsables.

La Post ajoute que le chancelier caressait en contraire divers projets importants de réforme, relatifs à l'administration intérieure, à la législation politico-sociale, au système des impôts, et à la question des chemins de fer.

Pour arriver à une solution de ces questions aussi heureuse et aussi prompte que les circonstances l'exigent, M. de Bismarck ne considérerait pas ses seules forces ni les forces de ceux qui aujourd'hui coopèrent avec lui comme suffisantes, et la perspective d'avoir à conquérir ces réformes indispensables morceau par morceau, dans des conditions plus ou moins pénibles, sans être assuré d'un résultat final satisfaisant, serait le motif qui a déterminé le chancelier à donner sa démission, celui-ci ne voulant pas risquer sa santé et sa vie dans une vaine entreprise.

La situation serait différente si le chancelier trouvait des collaborateurs de bonne volonté qui entrassent dans ses vues, ou rencontrait au sein du Reichstag un parti qui l'appuyât résolument de toutes ses forces.

Berlin, 7 avril.

Suivant la Gazette de l'Allemagne du Nord, on ne sait encore rien de positif au sujet de la décision de l'empereur relativement à la démission offerte par le prince de Bismarck.

Tous les bruits qui sortent du cadre du remplacement du chancelier doivent être considérés, dit ce journal, comme invraisemblables.

Quoiqu'il soit affirmé généralement que le congé de M. de Bismarck ne doit être considéré que comme une forme adoucie d'une retraite définitive, il est assez évident, ajoute la feuille citée, que l'empereur évite tout ce qui pourrait avoir l'air de sa part de favoriser la retraite définitive de M. de Bismarck.

La Gazette de l'Allemagne du Nord déclare inexacte la nouvelle donnée par certains journaux, d'après laquelle le comte Eulenburg servirait d'intermédiaire dans les négociations entre l'empereur et le chancelier.

Suivant la Gazette, l'empereur ne se serait entretenu qu'avec le prince de Bismarck lui-même au sujet du projet de ce dernier de se retirer.

Le même journal déclare comme étant de pure invention le bruit d'après lequel un différend serait élevé entre l'empereur et son

Le roman d'un père

PAR

HENRY GRÉVILLE

XXXVII

— suite —

J'apprenais encore autre chose, et cette découverte jeta sur mon esprit une teinte de mélancolie qui fut longue à dissiper : j'apprenais que du jour où notre enfant aime, nous autres parents, nous ne sommes plus que la vie de chose auprès de l'être aimé. Mais la vie m'avait donné d'assez rudes leçons pour que j'eusse le courage d'envisager ma peine et de tâcher de lui trouver un bon côté. Je n'accusais pas ma fille d'ingratitude : un autre père l'eût peut-être fait ; moi je me contentais de reconnaître que plus l'enfant élevé par nous soins est d'une nature fine et supérieure plus l'amour a de prise sur ce jeune cœur, et plus, par conséquent, nous pauvres vieux, devons passer au second plan. Je reconnus aussi que, si Suzanne avait donné le

meilleur de son âme à ce jeune homme, elle m'avait gardé pour dédommagement toutes les adorables caresses, toutes les grâces charmantes que j'avais sacrées en elle dès l'enfance. A Maurice, elle avait donné sa vie, mais tous ses regards, toutes ses tendresses étaient pour son vieux père. C'est ainsi qu'elle me remerciait de lui avoir laissé son bonheur.

Suzanne se remit bientôt ; à vingt ans, le corps est si souple et si résilient ! Il faut si peu de chose pour lui rendre son élasticité ! A la fin de la semaine, elle put marcher dans le jardin et rester quelques heures au grand air sans trop de fatigue. Rien n'était changé dans ses relations avec Maurice. Ils se parlaient très peu et paraissaient absolument satisfaits de leur sort. Elle lui tendait la main le matin et le soir, — il la laissait retomber aussitôt, — un indifférent n'eût jamais pensé qu'ils s'aimaient. ... et moi, sous cette glace je voyais couler, grandissant chaque jour, une passion irrésistible qui menaçait de nous engloutir tous dans quelque catastrophe.

J'étais résolu à n'être pas complice de la chute de ma fille. Le jour où j'aurais la certitude qu'il s'était passé entre eux quelque chose d'irrévocable, j'étais décidé à fuir, leur laissant ma fortune et ne gardant pour moi que le souci de mon honneur. Que me fallait-il pour vivre ? Un morceau de pain, — et pour peu de temps, car j'étais bien certain de ne pas résister longtemps au chagrin d'avoir perdu Suzanne. C'est alors qu'elle serait perdue pour moi ! C'était donc pour arriver là que je l'avais élevée avec tant d'amour ! C'était pour cela que je l'avais arrachée à son mari !

C'est alors que j'appelai ma femme à mon secours ! Que de fois pendant que tout dormait dans notre maison isolée, que de fois j'évoquai la chère image pour lui demander conseil ! Mais je n'obtenais pas de réponse, car dans ce dédale de perplexités son esprit droit et honnête lui-même se fût perdu.

Et pendant que je mûrissais ce projet d'a-

bandon, véritable suicide moral, les deux amants, encore innocents, s'avouaient à longs traits l'ivresse de leur amour. Suzanne grave, presque recueillie sous le poids de ce grand bonheur d'aimer qui l'absorbait toute entière, semblait grandir et transpirer par le rayonnement de son âme. Chère et chaste enfant, j'étais bien sûr, si la chute devait venir, qu'elle viendrait d'une surprise ! Jamais hermine n'eût à un plus haut degré l'horreur de la boue. De plus que les ingénues, elle avait gardé des réalités du mariage un dégoût, un mépris qui la mettaient bien haut sur un piédestal, au-delà des atteintes d'une passion terrestre. Maurice était le plus honnête, le plus chevaleresque des hommes ; livré à son respect, Suzanne eût pu traverser l'Océan, — mais ils n'étaient après tout que de chair et de sang, le soleil d'août brillait sur nos têtes et la séve montait dans leur cœur !

Un jour je les regardais le long de la falaise ; ils s'étaient quelque peu éloignés de la maison, mais toujours à portée de la vue et presque de la voix. Maurice s'était arrêté à l'endroit où précisément il m'avait arraché à une mort peu douloureuse, le jour qui avait décidé de nos destins : sa pensée de prévoyance n'était point restée stérile. Dès que Suzanne s'était remise, il était venu lui-même avec Pierre, à cet endroit, apporter des mottes de gazon pour en faire un parapet. Une investigation attentive de la falaise, vue d'en bas, lui avait démontré que les terres détremées ne tenaient plus que par les racines des herbes jusqu'à cinq ou six pieds du bord, et c'est à cette distance qu'il avait établi ce mur protecteur, destiné à garder de mal les rares passants, de la falaise, enfants du village, douaniers et nous-mêmes. Il travaillait, remuant à pleines mains la terre humide de rosée qui laissait des traces à ses doigts, elle le regardait, de temps en temps, ils se souriaient et je devinais, à l'attitude de ma fille qu'elle était satisfaite de lui ; satisfaite de sa bonne pensée et fière de le voir travailler comme un ouvrier.

Ah ! ces êtres-là ignoraient les mièvreries des conventions mondaines ! Ils ne craignaient ni l'un ni l'autre les souillures du travail matériel. C'est pour la pureté de leurs âmes qu'ils gardaient leurs préoccupations ! Je pensais à beaucoup de choses, quand la voix de Pierre me tira de ma rêverie :

Monsieur n'a pas de commissions pour l'Angleterre, me disait-il.

Pour l'Angleterre ? Non, Pierre. A quel propos ?

C'est que le patron d'une barque est venu demander tantôt si monsieur ne voulait pas se faire rapporter quelque chose d'Angleterre ; il y va toutes les semaines... et aux trois anglaises presque tous les jours ; ils sont tous patrons...

Qui font de la contrebande ? interrompis-je.

Oh ! non, monsieur, pas de la contrebande, puisqu'ils feraient payer la douane à monsieur.

Je me trouvais bien à réfuter dans cet argument. Evidemment, si je payais les droits de douane, je ne serais pas un contrebandier. Reste à savoir si ces droits seraient versés dans la caisse de l'Etat. Mais ce n'était pas mes affaires.

Je ne savais pas, dis-je à Pierre, qu'il y eût des correspondances régulières avec l'étranger dans ce pays perdu.

Si fait, monsieur. Ils partent de la pointe, la-bas — Pierre indiquait un petit havre à quatre ou cinq kilomètres de l'endroit, en allant à la messe, — ils vont aux îles à volonte, pour les messieurs qui voyagent... Je leur ai dit de me rapporter des couverts, ajouta Pierre avec un air d'importance. Quand on entre ménage il faut bien se mouiller !

Vieil imbécile, pensai-je, il veut se mouiller avec des couverts en métal anglais ! Est-ce bien dit, ajoutai-je plus poliment, que Félicie quitte le célibat ?

Dans quinze jours, monsieur, fit Pierre en se rengorgeant. Nous sommes déjà affichés.

Quinze jours ! En effet, dans quinze jours,

il y aurait six mois que nous habitions Faucois.

Ah ! vous êtes affichés ? J'en suis fort aise.

Mais oui, monsieur, à la porte de la mairie, et à Paris aussi.

Je bondis.

À Paris ? où ?

À la mairie du deuxième, monsieur, rue de la Banque, puisque c'est notre dernier domicile.

Malheureux ! m'écriai-je, vous nous avez perdus !

Perdus, moi, monsieur, balbutia Pierre reculant de plusieurs pas.

Quand il se trouva acculé contre le mur, il resta les yeux fixes, les bras ballants. Je devais avoir l'air assez farouche, car il était littéralement muet d'épouvante.

Où, par votre bêtise ! Vous et Félicie, vous êtes affichés rue de la Banque, n'est-ce pas ? Eh bien,

de Bismarck n'obtiendra qu'un congé ordinaire, avec remplacement dans les formes habituelles, sauf à discuter plus tard un arrangement définitif.

La Gazette de Cologne a reçu de Berlin, à la date du 8 avril, la dépêche suivante :
L'empereur a définitivement repoussé la demande de mise à la retraite du prince de Bismarck ; il a déclaré au prince qu'il ne se séparerait jamais de lui. On négocie encore au sujet de la durée du congé et du remplacement temporaire du chancelier. On croit que le congé ne durera pas plus de trois ou quatre mois.

Berlin, 9 avril.

Les journaux du soir publient des nouvelles contradictoires relativement au congé du prince de Bismarck.

Suivant la *National-Zeitung*, l'empereur aurait rendu une décision en vertu de laquelle la démission offerte par le chancelier serait refusée. Par contre, *la Gazette* aurait consenti à la demande d'un congé. S'il faut en croire le journal cité, une résolution aurait également été prise au sujet de l'intérim. Le conseil des ministres se serait occupé de cette question dans sa séance d'aujourd'hui. Une communication officielle à cet égard doit être faite au Reichstag dans sa séance de demain.

La Gazette de l'Allemagne du Nord, de son côté, affirme que le chancelier n'a pas insisté sur une décision immédiate au sujet de sa démission, et que cette question n'est encore nullement résolue. Le prince de Bismarck, dit ce journal, prendra son congé aussitôt que la question de son remplacement intérimaire sera réglée. Il continuera, en attendant, de gérer les affaires de son ministère, jusqu'à moment où son congé commencera.

La Post parle dans le même sens que la Gazette de l'Allemagne du Nord, en ajoutant seulement que la question du remplacement intérimaire du chancelier sera probablement résolue aujourd'hui.

DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÈRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
4 F. Petrides	Eustratio	Galatz
2 Christovitch	Colombi	Tanais
3 Crifiti rastrep	Dalporta	Braila

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

FRANCE.

L'Union et l'Union publient la pétition suivante, qui est proposée par ses auteurs à la signature de tous les catholiques de France :

PÉTITION.

A Son Excellence Monsieur le maréchal de Mac-Mahon, président de la république.
A Messieurs les sénateurs,
A Messieurs les députés.

Les paroles de l'allocution pontificale du 12 mars dernier ont retenti douloureusement dans le cœur des catholiques. Elles ont manifesté à tous les yeux une situation pleine de périls pour l'Eglise.

Le souverain pontife, privé de son pouvoir temporel, voit tous les jours s'élever autour de lui de nouveaux obstacles au gouvernement de l'Eglise universelle. On doit même craindre que, par l'application de récentes dispositions législatives et par des mesures plus dangereuses encore qui pourraient être prises, il ne soit tout à fait complètement empêché de communiquer avec le monde catholique.

En présence de la situation si grave dans laquelle se trouve la papauté, centre de leur unité religieuse et garantie de l'intégrité de leur foi, les soussignés, citoyens français et catholiques, ont le devoir de recourir à vous. Ils vous demandent d'employer tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour faire respecter l'indépendance du Saint-Père, sauvegarder son administration et assurer aux catholiques de France l'indispensable jouissance d'une liberté plus chère que toutes les autres : celle de leur conscience et de leur foi.

ANGLETERRE.

La France du Nord annonce l'arrivée à Boulogne de la princesse de Galles venant de Londres par Folkestone, à bord du paquebot *Victoria*, spécialement mis à sa disposition par la Compagnie du South-Eastern.

Au débarquement, M. Farmer, représentant la Compagnie du South-Eastern, reçu, accompagné de ses fils, la princesse au haut de l'échelle. L'illustre voyageuse est montée en voiture et s'est rendue à la gare du chemin de fer.

Le buffet de la gare avait été transformé. Partout ce n'était que brillantes tentures et fleurs rares ; la table était richement servie. Après avoir soupé, la princesse a pris place dans le train express de Calais, dans le magnifique salon que la Compagnie du Nord avait envoyé à son intention.

Au moment où elle montait en wagon, miss Farmer, fille du représentant de la Compagnie de Folkestone, lui a offert un superbe bouquet.

La princesse ayant désiré conserver le plus strict incognito, il n'y a eu aucune réception officielle. MM. Caillet, commissaire spécial de la gare et du port, et Poncet, commissaire central, se trouvaient à la gare et avaient pris toutes les mesures d'ordre d'usage en semblable circonstance.

La princesse voyage en compagnie de M. le colonel Teesdale, de Mlle Knollys, l'une de ses demoiselles d'honneur, et de dix autres personnes attachées à son service.

Les principaux fonctionnaires de la Compagnie du South-Eastern Railway, avaient tenu à honneur d'accompagner en France la future reine d'Angleterre et ne l'ont quittée qu'au départ du train.

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

Au Congrès des Sociétés coopératives anglaises qui a été ouvert, ces jours derniers, à Leicester, un rapport du *Central cooperative Bearer* au Comité fédéral des Sociétés coopératives a été distribué aux membres du Congrès. Ce

rapport constate les progrès faits par la coopération en Angleterre pendant les deux dernières années, nonobstant la crise industrielle que traverse le pays. Il existe environ 1,500 Sociétés coopératives de consommation dans les îles Britanniques ; 1,100 ont communiqué leur inventaire à l'enregistreur officiel. Le nombre total des membres de ces Sociétés dépassait 450,000 à la fin de 1875. Leur capital général s'élevait à environ 105 millions de francs ; les fonds qu'elles avaient en dépôt dépassaient 15 millions. Le montant des ventes a été, dans l'année, d'environ 400 millions de francs, et les bénéfices, de 30 millions.

ITALIE.

VATICAN.

On parle de Mgr Bianchi, actuellement nonce apostolique en Bavière, comme étant appelé à succéder au défunt Mgr Nardi dans la charge de secrétaire de la Congrégation des Evêques et Réguliers. C'est une charge dite cardinalice et qui équivaudrait pour Mgr Bianchi au passage à une autre nonciature de premier ordre. Nous ne donnons pas toutefois comme positive et arrêtée cette nomination de Mgr Bianchi à la secrétairerie des Evêques et Réguliers, car on cite aussi d'autres noms. Ce n'est que l'écho d'un bruit, d'ailleurs assez persistant et fondé sur ce fait que Mgr Bianchi a écrit tout récemment à des prélats du Vatican pour leur manifester son désir de rentrer à Rome et d'y occuper une place importante dans quelque Congrégation de première classe.

Les ahlégats, Mgr Spagnoletti et Mgr Gazzoli, chargés de porter la garette cardinalice aux nouveaux cardinaux espagnols partis de Rome le lundi de Pâques. Il est bien certain que la cérémonie de l'imposition de la barrette sera faite à Madrid par le roi don Alphonse. Mais elle ne pourra avoir lieu que dans la seconde moitié d'avril, parce qu'il faut d'abord attendre que le roi ait reçu le nouveau nonce, Mgr Cattani, et que celui-ci ait fait les visites d'usage aux prélats et personnages de la cour madrilène.

FAITS DIVERS.

LES BANDITS AMÉRICAINS.

Les environs de New-York sont infestés de bandits qui semblent avoir fait du vol à main armée une entreprise assez lucrative ; cinq d'entre eux ont été arrêtés et ont fait devant la justice des révélations assez piquantes sur leur façon d'agir et sur la manière dont ils étaient reçus quelquefois par quelques-uns de leurs victimes. Ils ont subi un interrogatoire préliminaire devant le juge de police Parcells, à Astoria, et ont été écroués sans caution pour attendre leur jugement. Un d'eux seulement, James Kelly, a déclaré plaider coupable ; les autres ont impudemment soutenu qu'ils étaient innocents, bien qu'ils aient été positivement reconnus par leurs victimes, et qu'un certain nombre des objets volés aient été retrouvés sur eux.

Une des révélations remarquables de l'interrogatoire, c'est l'extrême courtoisie des personnes dévalisées envers les voleurs. M. William Green, notamment, s'est conduit, suivant son propre rapport, de la façon la plus propre à les encourager. Il avait un revolver dans la main, mais la pensée d'en faire usage ne lui est pas venue, et il s'est empressé de le remettre à celui des bandits qui le lui demandait. « Pourvu que vous épargniez nos existences, lui a-t-il dit, vous pouvez prendre tout ce qu'il y a dans la maison. »

Ensuite M. Green a frappé à la porte de la chambre voisine, dans laquelle couchait sa belle-sœur, et il lui a crié : « N'ayez pas peur, Sarah, et tenez-vous tranquille. Nous avons ici quatre gentlemen qui veulent seulement nous voler. »

Une scène non moins caractéristique s'est passée dans la maison de M. Michael Hillier, dévalisée par les mêmes bandits. Sa fille aînée, Annie Hillier, a échangé une série de plaisanteries avec les voleurs pendant toute la durée de l'opération. « A la question s'il n'y a plus rien à prendre dans sa chambre, elle répond : « Si, il y a une Bible, et je crois que vous pourriez la lire avec profit. » Quand ils sont sur le point de partir, elle leur souhaite un « joyeux Noël et une bonne année ». Puis, elle fait l'observation piquante que son père s'était fait assurer par la « Burglar Insurance Company », mais que l'institution a fait faillite. Enfin, quand les voleurs sortent, elle les rappelle pour leur dire qu'ils seraient bien, en s'en allant, de mettre le feu à la maison, à quoi l'un d'eux réplique que, si elle y tient, la chose pourra se faire.

Tout cela est assez américain.

Il existe en ce moment, à l'hôpital de la Pitié, à Paris, un malade que la science nourrit d'une façon nouvelle. Ce malade est un jeune homme de seize ans qui a avalé une certaine dose d'acide sulfurique. L'action caustique de l'acide ayant déterminé l'obstruction presque complète de l'œsophage, les aliments ne passaient plus, et le jeune homme était menacé de mourir de faim. Le docteur Verneuil n'a pas hésité à pratiquer au niveau de l'estomac une ouverture par laquelle les aliments sont introduits directement dans le tube digestif. On entasse ainsi dans le gardo-manger naturel, au moyen d'un entonnoir, toutes les substances nécessaires à la vie animale. Et le jeune homme mange, mais il ne goûte pas !

M. Pennerez, de retour d'une nouvelle expédition dans la Terre de Feu, déclare que les indigènes sont doux, affables et très serviables. Leur seul travers serait d'être cannibales. Des gens charmants, comme on le voit !

CLUBNOSE.

La Revue Britannique nous apprend que la police anglaise vient de perdre un de ses meilleurs auxiliaires. Cette femme, car il s'agit d'une femme, dont la police de Scotland Yard vient de payer les funérailles, était connue sous le sobriquet de « Clubnose » (nez écrasé), à cause de la façon dont cet organe avait été aplati dans quelques-unes de ces rixes meurtrières si fréquentes à Londres et où elle jouait un mauvais rôle avant son entrée dans le corps de la police.

Voici les détails que nous donne la Revue Britannique sur ce singulier personnage : Son admission dans le service coïncida avec le moment où les conspirateurs contre la vie de Narvaïon III, traqués par la police de Paris, arrivaient à Londres nourris de projets de vengeance et de haine.

Le gouvernement français comptait sur la police anglaise pour surveiller les mouvements de ces individus, et c'est alors que les services de Clubnose devinrent précieux. Les Français permettaient aux femmes l'entrée de leurs réunions secrètes, et Clubnose fut chargée par Scotland Yard de faire un rapport sur ce qui se passait dans le club principal. Le maître de la maison se laissa aisément persuader de présenter Clubnose à la Société comme sa belle-sœur, pour servir les rafraîchissements, et quoique cette femme extraordinaire ne sût pas un mot de français, elle avait l'instinct de son emploi tellement développé, qu'elle parvint à distinguer les chefs de la conspiration et à fournir leur signalement à la police.

On prétend que la montre en or qu'elle portait toujours dans un gousset de son corsage était un cadeau qui lui fut envoyé à cette occasion par le préfet de police. Une fois lancée dans cette voie, l'activité et l'astuce de Clubnose trouvaient environné de mystère et échappaient aux recherches de la police. Elle avait fait le tour du royaume pour suivre une piste comme un limier ; et en Irlande, lors des nombreux assassinats et incendies dont ce pays fut le théâtre au temps de la conspiration des Fenians, elle rendit d'incompréhensibles services. Depuis lors elle a toujours été employée par le colonel Handerson pour découvrir les assassins.

LES PÉGRINATIONS D'UNE LETTRE.

Nous connaissons le cas — remontant à quatre ou cinq ans — d'une lettre qui avait mis huit jours pour aller de Pétersbourg à l'île d'Yélaguine, mais voici un cas beaucoup plus étonnant encore, celui d'une lettre qui, ayant à franchir une distance de deux milles allemands, a pris six ans et demi pour arriver à destination.

Le fait se passe en Prusse et les deux localités distantes de deux milles, dont il s'agit ici, sont Preussisch-Holland et Elbing. Pendant la guerre de 1870, un habitant d'Elbing envoya une lettre à un soldat de marine qui se trouvait à Preussisch-Holland. Or le destinataire, — ainsi que nous le lisons dans plusieurs journaux allemands, a « bien reçu » la lettre le 12 mars 1877.

Une « ralonge » d'environ un mètre de longueur collée à la lettre portait les timbres de toutes les stations de poste par lesquelles la missive avait passé, ainsi que les annotations des consuls d'Allemagne constatant que le destinataire était introuvable dans le territoire de leur juridiction. La ralonge portait les timbres de la poste des stations que voici : Trieste, Brindisi, Calcutta, Singapore, Batavia, Passaravang, Mindanao, Luçon, Hong-Kong, Tchéou, Hakodadi, Kanagawa, Yédo, Vladivostok, Sidney, Cape-Town, Ste-Hélène, Ascension, Surinam, Brest, Toulon, Wilhelmshaven, Preussisch-Holland.

UN NOUVEAU FUSIL.

On écrit de Stockholm que le capitaine Envald, de l'infanterie suédoise, vient d'inventer et de construire un nouveau fusil se chargeant par la culasse. Les expériences qui en ont été faites, d'après les ordres du gouvernement, ont constaté que le fusil Envald est supérieur en bien des points aux fusils employés jusqu'à ce jour. Le rapport de la Commission d'expériences donne peu de détails au sujet du mode de construction du nouveau fusil. Il se limite à affirmer la supériorité du système Envald sur les autres systèmes adoptés en Europe et en Amérique, et à faire remarquer que la rapidité du tir a été de 49, 20 et même 28 et 30 coups par minute. Il paraît que, contrairement à ce qui se pratique avec les autres fusils, il suffit dans le système Envald, pour lâcher la détente, d'une simple pression du pouce, ce qui permet aux deux mains de tenir solidement le fusil, détail qui, comme on le sait, a une grande influence sur la précision du tir.

UNE INVENTION CAPITAINE.

M. Frédéric Warren, capitaine d'artillerie dans l'armée anglaise, a découvert un moyen très-simple et peu coûteux de protéger la carène des vaisseaux contre les végétations et les moules qui la détruisent à la longue par leur croissance. Il propose de couvrir la carène de tous les vaisseaux en fer d'une gaine de papier mâché, appliquée à peu près comme le revêtement de cuivre dont on recouvre la carène des navires en bois. Même le papier brun ordinaire resté libre de toute végétation. Et, s'il y en poussait, la matière employée la recouvrirait en s'effeuillant. Le capitaine Warren a recouvert de papier mâché une lame de fer et l'a plongée dans la mer, dans le port de Portsmouth ; elle vient d'être retirée après six mois d'immersion et on l'a trouvée parfaitement nette. L'inventeur emploie un ciment spécial fabriqué par lui ; il l'applique ce ciment sur les lames de fer et le papier par dessus ; ce ciment protège le fer, et en même temps le papier s'y attache à mesure qu'il durcit.

UNE ÉTRANGE MACHINE.

On vient d'inventer à Philadelphie une étrange machine qui sert à plumer les volailles et à trier les plumes et à les séparer du duvet.

Cette machine ressemble à priori à une grosse machine à coudre revêtue de son couvercle. La table a environ 0,75 centimètres de large et 20 de long, sa hauteur est celle d'une table ordinaire.

Au centre est le mécanisme commandé par une pédale et un volant logé comme dans les machines à coudre. L'organe principal est une roue de 0,30 centimètres de diamètre dont la largeur à la circonférence est de 5 centimètres ; les bords sont garnis de doigts ou ramasseurs en caoutchouc, disposés et mus de manière à saisir et pincer tout ce qu'ils rencontrent en passant au-dessus de la table, et à s'ouvrir en abandonnant les plumes une fois qu'ils arrivent en dessous.

Le duvet est entraîné par un courant d'air sur un plan incliné qui le conduit dans le sac spécial. La plume, tombée dans une trémie en forme de V, est ramassée par une main automatique et formée en paquets qu'il reste à attacher et à emplier dans une caisse placée derrière la machine.

Dans l'opération, la personne assise, le pied sur la pédale, met l'appareil en train, prend la volaille par les pattes, la pose sur la table, puis la tourne, la retourne et la présente en tous sens, de manière à ce que les doigts en caoutchouc attaquent bien également les diverses parties du corps.

L'inventeur dit qu'il peut parfaitement plumer un poulet en une minute, en faisant marcher la machine avec le pied. Mais il vaut mieux, pour un travail prolongé, employer deux personnes : l'une à la pédale, l'autre à la manipulation des volailles ; il est alors facile de plumer un cent de volailles en très-peu de temps.

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir :

NOUVELLES DU JOUR.

Samedi, le conseil du ministère de l'instruction publique, présidé par M. de Flandre, s'est occupé de la réforme des écoles.

On nous écrit de Roustchouk à la date du 14 de ce mois :

Ce matin sont arrivés deux bataillons de Chouma. Soixante-dix pièces de canons Krupp de campagne sont arrivées de Varna pour les forts de notre ville.

Le vice-amiral Husséin pacha, commandant la flottille du Danube, qui se trouvait dernièrement à Toulcha pour visiter les deux monitors cuirassés et les deux canonnières arrivées de Constantinople, est de retour à Roustchouk.

Nous attendons demain soir le général de division Mahmoud pacha, chef de l'état-major général, Assim pacha, général de brigade de l'artillerie et Bedri bey, commandant d'état-major, qui, après avoir visité les forts de Chouma et de Roustchouk, continueront leur inspection jusqu'à Widdin et se rendront de là à Silistrie. Il est aussi question d'une inspection par ces généraux de toute la ligne fortifiée de Balkans.

On attend après-demain six bataillons qui doivent arriver de Varna.

Quelques correspondants de grands journaux d'Europe sont arrivés dans notre ville pour s'y établir en cette qualité.

Dans les casars de Loubini, Bilek, Hourianitch, Térébine et Stoulcha en Herzégovine la population organise sept bataillons de gardes nationaux de quatre à cinq cents hommes chacun. Les cadres des officiers une fois formés ces bataillons seront appelés sous les armes. Sont admis sans distinction de cultes, tout individu pouvant porter un fusil, depuis l'âge de 14 ans jusqu'à 70. Les exercices ont lieu quelques heures chaque semaine. Le bataillon de Stoulcha compte parmi ses hommes plus de deux cents latins et orthodoxes, ainsi que celui de Térébine et de Bovine. (Vérité.)

Le grand événement de la chronique locale, dit l'*Impartial* de Smyrne, est l'arrestation de Bakirdjibaki qui a été opérée dans l'après-midi de jeudi. Se confiant dans de lâches complaisances, qui l'avaient si utilement secouru toutes les fois que la police était sur le point de s'emparer de sa personne, ce dangeux malfaiteur se précipita tranquillement au Kératochori, lorsqu'il fut avisé par Nouri agha, le chef de la sûreté, qui lui donna la chasse en même temps qu'il demandait du renfort au dépôt de Fassola et à la préfecture de police. Ces secours arrivèrent incontinent, mais Bakirdjibaki parvint néanmoins à disparaître dans le dédale de ruelles qui composent cet ancien quartier.

Yassim bey, accouru lui-même sur les lieux, pensa, et avec raison, que Bakirdjibaki n'avait pu s'en éloigner. Il donna ordre à ses zaptiés de cerner toute cette partie de la ville et fit procéder à une perquisition aussi minutieuse que bien ordonnée. Les officiers chargés de ce soin se trouvèrent bientôt en présence du malfaiteur qui, avec un de ses lieutenants, Condo Michali, s'était réfugié dans un magasin à charbon. Ils s'assurèrent de la personne des deux voleurs et les amenèrent à Yassim bey.

On lit dans le *Levant Herald* :

Le départ du Dr Busch, qui est parti ces jours-ci pour Berlin à la suite d'une dépêche télégraphique, a été interprété par beaucoup de personnes comme se rattachant aux péripéties de la question d'Orient. Nous croyons savoir que ce départ n'a aucune signification politique et que le Dr Busch a été appelé à Berlin parce que le conseiller comte de Radolinsky est revenu de son congé et a repris la gestion de l'ambassade d'Allemagne.

On lit dans les journaux de Smyrne qu'un jeune homme qui revenait la nuit, de Sevdiké, en suivant la ligne du chemin de fer, a été renversé et mis en lambeaux par un train de marchandises, venant à toute vitesse.

Voici ce que nous lisons, au sujet des courses de chevaux à Smyrne, dans une feuille de cette ville :

« Un temps magnifique, une foule animée, mais moins nombreuse que les années précédentes, à cause peut-être des solennités religieuses qui se célébraient à Smyrne, — une gaieté de bon aloi, de meilleurs chevaux que l'année dernière, d's paris se ressentant des malheurs du temps, voilà en peu de mots la physionomie de la journée de mardi. A part cela, nous avons constaté avec plaisir que les amateurs de chevaux reparessent chaque année plus nombreux et que notre turf — puisque turf il y a — n'est plus à la merci de l'écurie Scalabrino qui, on se le rappelle, a presque exclusivement fourni les vainqueurs, plusieurs années durant. »

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville :

Londres, 14 avril, 5 h. 30 mat.
A la Chambre des Communes, sir Stafford Northcote (prenant la parole après M. Gathorne Hardy, au sujet de l'interpellation du marquis de Hartington) a déclaré que le gouvernement anglais, a exercé une coercition morale à l'égard de la Turquie, mais que la menace d'une coercition armée aurait échoué sa politique. Le chancelier de l'échiquier a constaté d'ailleurs que l'opposition ne suggérerait pas une politique pour remplacer celle du gouvernement.

Paris, 14 avril, 11 h. matin.
On croit à une tentative pacifique de l'Autriche ; mais le succès en est considéré comme très incertain.

Bucharest, 14 avril, 4 h. s.
Le général Cernat est nommé ministre de la guerre, en remplacement du colonel Slaniceanu qui a donné sa démission.

Un grand conseil a eu lieu aujourd'hui chez le Prince. Tous les anciens présidents des ministères précédents étaient invités à y assister.

Londres, 14 avril, 6 h. soir.
Mussurus pacha, en remettant à Lord Derby la dépêche circulaire de la Porte, a dit que la seule solution satisfaisante possible était l'annulation du protocole.

Lord Derby a répondu que la divergence de vues entre la Porte et l'Angleterre était tellement grande que la discussion était inutile et qu'il ne voyait plus quelles démarches faire pour prévenir la guerre.

Mussurus pacha a répliqué que la Turquie préférerait la guerre au sacrifice de son indépendance nationale qui aurait résulté de l'acceptation du protocole.

Wiesbaden, 14 avril.
Le général de Voigts-Rhetz est mort cette nuit.

Londres, 15 avril, 3 h. s.
L'*Observer* croit que l'Angleterre a accueilli défavorablement la proposition de l'Autriche tendant à faire des représentations en faveur de la paix, l'Angleterre considérant comme improbable un résultat satisfaisant.

Paris, 15 avril, midi.
M. Layard est parti hier soir pour Brindisi, où il s'embarquera.

Midhat pacha s'est embarqué ce matin à Marseille, se rendant à Barcelone.

Bucarest, 15 avril, 10 h. matin.

Le grand conseil tenu hier au palais a décidé de ne prendre aucun parti, devant les éventualités menaçantes, en dehors de la participation des chambres.

L'empereur de Russie est attendu mardi à Kischineff. Le grand-duc passe aujourd'hui une grande revue des troupes réunies sur le Pruthi.

Les journaux apportés par le courrier de Varna ne contiennent rien d'intéressant que le télégraphe ne nous ait déjà communiqué. Nous nous contenterons par conséquent d'emprunter à ces journaux les documents suivants qui complètent la série des communications du gouvernement anglais sur le protocole :

Le comte Derby à lord Loftus.

15 février 1877.

Milord,

L'ambassadeur de Russie étant venu me trouver le 14 de ce mois, j'ai pris occasion d'entretenir Son Excellence de la dépêche circulaire du prince Gortchakoff du 19 janvier, dont il m'avait communiqué copie le 5 de ce mois. Je lui dis que, depuis que cette circulaire avait été écrite, les circonstances avaient changé et que le gouvernement de Sa Majesté, malgré son désir sérieux d'accueillir amicalement et dans un esprit de conciliation les vues de Sa Majesté l'empereur, avait résolu qu'il valait mieux retarder sa réponse à cette circulaire jusqu'à ce que les événements se fussent développés d'eux-mêmes et jusqu'à ce qu'on eût pu voir l'effet des récentes modifications dans le gouvernement à Constantinople, par rapport aux négociations de paix pendantes entre la Porte et la Serbie et le Monténégro.

Je suis, etc.

DERBY.
Du reste, les autres gouvernements ne paraissent pas non plus avoir hâte de répondre, comme l'indique la dépêche suivante :

Lord Loftus au comte Derby.

Saint-Petersbourg, 13 février.

Dans une entrevue avec le prince Gortchakoff, le 14 de ce mois, Son Altesse, répondant à ma demande, m'a déclaré qu'elle n'avait encore reçu aucune réponse à sa dépêche circulaire, et elle ne parut pas attendre une réponse immédiate des gouvernements auxquels ces circulaires avaient été adressées.

La Russie elle-même ne désirait pas une réponse trop prompte, car son ambassadeur à Londres priait l'Angleterre de le retarder pendant quelque temps, comme l'indique cette dépêche :

Le comte Derby à lord Loftus.

Londres, 3 mars 1877.

Milord,

L'ambassadeur de Russie est venu me trouver aujourd'hui et il m'a déclaré qu'il était autorisé par son gouvernement à prier le gouvernement de Sa Majesté de retarder sa réponse à la circulaire du prince Gortchakoff, du 19 janvier, jusqu'à ce qu'il ait reçu certaines explications ultérieures que le gouvernement russe a à présenter.

Je suis, etc.

DERBY.
Ces explications ultérieures furent apportées par le général Ignatieff avec un projet de protocole, comme il résulte de la lettre suivante :

Le comte Derby à lord Loftus.

Londres, 14 mars 1877.

Milord,

L'ambassadeur de Russie est venu me trouver le 14 de ce mois à son retour de Paris où il a rencontré le général Ignatieff. Son Excellence m'a remis un projet de protocole que son gouvernement propose à la signature des six puissances. Je déclarai au comte Schouvaloff que j'allais aussitôt soumettre ce document à mes collègues, et que je ferais connaître à Son Excellence leurs vues à ce sujet. Je revis Son Excellence de nouveau cette après-midi, après un conseil de cabinet, et je l'informai que le gouvernement de Sa Majesté était disposé à accepter en principe un protocole de ce genre, pourvu qu'on pût arriver à une entente sur sa rédaction. Je discutai ensuite les termes de ce protocole avec Son Excellence, qui me promit de rapporter mes observations à son gouvernement.

Je suis, etc.

DERBY.
La lettre suivante énumère les motifs qui avaient décidé la Russie à renoncer à la circulaire du prince Gortchakoff et à ouvrir des négociations relatives au protocole :

Le comte Derby à lord Loftus.

Londres, 13 mars 1877.

Milord,

L'ambassadeur de Russie, lorsqu'il me remit le projet de protocole inclus dans la dépêche d'aujourd'hui, ajouta la déclaration suivante sur les vues et desirs de son gouvernement :

« Le but du voyage du général Ignatieff, dit le comte Schouvaloff, a été de fournir des explications sur les vues réelles du cabinet de Saint-Petersbourg et de faciliter une solution pacifique. »

Après les sacrifices que la Russie s'est imposés, la stagnation de son industrie et de son commerce, et les énormes dépenses causées par la mobilisation de 500,000 hommes, elle ne peut pas se retirer ni renvoyer ses troupes sans avoir obtenu quelques résultats palpables quant à l'amélioration du sort

des populations chrétiennes de la Turquie. L'empereur désire sincèrement la paix, mais non la paix à tout prix.

« Les gouvernements des autres puissances prêtent en ce moment leur réponse à la circulaire russe. Le gouvernement russe ne veut pas d'avance exprimer d'opinion sur ces réponses, mais il prévoit la possibilité d'un grand danger. Car si elles ne sont pas identiques, quelle sera la position du gouvernement impérial ? L'accord des puissances, si heureusement établi à la conférence, pourrait être rompu par suite des nuances d'opinion manifestées dans les réponses des différents cabinets. N'y aurait-il pas là une cause qui déterminerait la Russie à chercher une solution ou par une entente directe avec la Porte ou par la force des armes ? »

« Dans ces circonstances, il paraît au gouvernement russe que la solution la plus pratique, la meilleure pour assurer la paix générale, serait la signature par les puissances d'un protocole qui, pour ainsi dire, terminerait l'incident. Ce protocole pourrait être signé à Londres par les représentants des grandes puissances et sous l'inspiration directe du cabinet de Saint-James. »

« Ce protocole ne contiendrait rien de plus que les principes sur lesquels les différents actes de brigandage, exécutés avec une audace et une cruauté sans exemple, au lieu de gouvernements auraient basé leur réponse à la circulaire russe. Il serait à désirer qu'il affirmât que l'état présent des affaires concerne toute l'Europe et qu'il rappelât que l'amélioration du sort des populations chrétiennes de la Turquie continuera à intéresser toutes les puissances. La Porte avait à diverses reprises déclaré qu'elle s'engageait à introduire des réformes, il serait

décision. Alors qu'est-ce que nous avons à demander ?

Un membre. — Quelle est cette décision ?

Le président. — On dit qu'il y a une décision pour la modification de l'article.

Yénichehrlî Ahmed effendi. — Il a été dit qu'il sera ajouté dans l'article que les autres députés pourront aussi répliquer au ministre interpellé.

Le président. — Écoutez une seconde fois cet article.

Yénichehrlî Ahmed effendi. — La phrase qui dit qu'aucun député n'aura le droit de répliquer sera supprimée. Elle sera remplacée par une autre phrase convenable.

Le président. — Le ministre de l'intérieur a-t-il quelque réponse à faire ?

Djedet pacha. — Ici on confond le sens de la phrase. Il s'agit de la réplique et non pas de l'interpellation. Le ministre vient à la Chambre pour donner des explications. S'il s'engage dans la discussion et que toute la Chambre y prenne part, le débat change. Voilà pourquoi l'article, à l'exception de l'interpellation, défend la réplique aux autres députés.

Yénichehrlî Ahmed effendi. — Le ministre est d'avis qu'en cas d'interpellation aucun député ne pourra répliquer. Seul l'interpellé aura cette faculté. C'est bien. Mais supposons que l'interpellé, épuisé ses arguments, finira par trouver les explications du ministre suffisantes. Pourquoi, dans ce cas, un autre député qui n'a pas été convaincu, à la suite des explications du ministre, n'aurait-il pas le droit de prendre part à la discussion ?

Djedet pacha. — Cet article se combine avec l'article 79 du règlement où il est question des cas de réplique. On y explique en détail la réplique et l'interpellation qui diffèrent essentiellement l'une de l'autre.

Un membre. — Ici le mot « réplique » (mukabale) est déplacé. Les députés en cas d'insuffisance des explications pourront en demander de nouvelles au ministre interpellé. Cela n'est pas une réplique.

Le président. — Quel terme faut-il employer alors dans la rédaction de l'article ?

Le membre précédent. — Une expression convenable. Par exemple celle-ci : « Peut demander la parole et interpellier le ministre ».

Le secrétaire, sur l'invitation du président, donne lecture de l'article 79, cité par le ministre de l'intérieur.

Après la lecture, le président explique la teneur de l'article et entre dans des détails assez longs. Pendant le discours du président, Djedet pacha veut se faire entendre, mais le président fait remarquer à Son Excellence qu'elle n'a pas la parole, en disant : « L'expression *size noubet yok*, soit répétée. Ce n'est qu'après Ahmed Vélîk pacha, que Djedet pacha a pris la parole pour proposer une modification dans le texte de l'article en question.

Salim effendi, trouve la modification proposée par le ministre suffisante.

Le président. — Quelqu'un demande-t-il la parole ?

Yaver effendi. — Se lève et lit son discours. Il dit que le projet de loi sur les vilayets ont été élaborés conformément aux exigences de l'époque et avec des intentions sincères. Vouloir les modifier article par article c'est perdre inutilement du temps, tandis que la Chambre doit se presser pour s'occuper du budget. La Constitution a ajouté Yaver effendi nous accorde toujours le droit de modifier ces lois après expérience. Nous pouvons user de cette faculté dans les sessions à venir. Ne perdons donc pas notre temps.

Vassilaki bey Sarakioti. — D'après le règlement, chaque projet de loi, avant d'être mis en discussion doit être examiné par une commission. Quel est l'avis de la Commission sur cet article ?

Sébouh effendi. — Pour notre règlement intérieur il n'y a pas eu de commission. La Chambre entière doit l'étudier et le discuter.

Moustapha bey de Jannina. — L'addition du mot *size* (avec) proposée par Djedet pacha serait suffisante. D'ailleurs notre décision était aussi pour la modification de la phrase. Il est évident qu'une décision prise à la majorité des voix ne peut pas être modifiée.

Le président. — Nous avions pris aussi une autre décision, celle de demander l'avis du ministre de l'intérieur. Le ministre nous a indiqué l'article 79. Cet article, dit l'article, suivant l'importance et l'étendue de la commune doivent être composés de 6 à 12 membres dont la moitié musulmans et la moitié non musulmans.

Khalil bey donne lecture de l'article 9 relatif à la composition des conseils des *Nahiyé* (communes). Ces conseils, dit l'article, suivant l'importance et l'étendue de la commune doivent être composés de 6 à 12 membres dont la moitié musulmans et la moitié non musulmans.

Le président. — Qu'est-ce que nous avons à demander au ministre sur cet article ?

Vassilaki bey. — Il s'agit de la suppression de la phrase *musulmans et non-musulmans* comme contraire à la Constitution.

Djedet pacha. — Je ne vois aucun inconvénient dans la suppression de cette phrase dans cet article.

Les conseils communaux (*nahiyé medjliss*) et les conseils d'administration (*Idare medjliss*) ne sont pas la même chose et n'ont pas les mêmes attributions. Mais si nous supprimons la phrase en question des articles concernant les conseils d'administration ?

Le président. — Oui, c'est ce qu'on demande.

Djedet pacha pense qu'il faudrait séparer la question en ce qui concerne les conseils d'administration.

Vassilaki bey Sarakioti. — Ici il y a la question de savoir si la phrase *musulmans et non-musulmans* est contraire à la Constitution. C'est ce point qu'il s'agit d'éclaircir. Si la phrase est contraire à l'esprit de la Charte, elle doit être partout supprimée.

Le président. — Y a-t-il une réponse aux paroles de Vassilaki bey ?

Sébouh effendi. — Les conseils communaux et les conseils d'administration doivent tous être formés uniformément. Mais dans les discussions précédentes il a été établi que cette phrase n'est point contraire à la Constitution et la Chambre était disposée à maintenir l'article dans sa rédaction primitive. Il a été prouvé aussi que le contraire serait nuisible aux intérêts des populations.

Nakach effendi, établit qu'il n'y a rien de modifié dans le sens proposé par les opposants, il y aurait bien des communautés qui ne pourraient pas faire élire des représentants. Il demande que l'article reste tel qu'il est.

Tchanaka effendi, de Jannina. — La phrase est en principe contraire à la Constitution. D'ailleurs il est dit que la moitié des membres seront musulmans et la moitié non musulmans, c'est-à-dire des chrétiens. Mais les chrétiens sont de plusieurs rites. On en trouve de trois rites dans une localité où il y a aussi des israélites.

Le président. — Dites plutôt qu'on trouve jusqu'à treize rites.

Tchanaka effendi. — C'est ce que je veux dire aussi. C'est pour cela qu'il faut distinguer la communauté d'avec la nation. Que les conseillers soient élus à la pluralité des voix.

Sébouh effendi. — Il y aura alors des conseils communaux qui ne pourront envoyer aux conseils aucun représentant. Or, la Constitution exige que tous participent à l'administration des affaires du pays.

Djedet pacha. — Tout à l'heure je n'ai pas terminé mon idée et je vois encore que la discussion roule ensemble sur les conseils communaux et les conseils administratifs. J'ai dit que ces conseils ne sont pas la même chose. Il faudrait mieux séparer la discussion. Je n'aurai rien à dire en ce qui concerne les conseils communaux. Pour ces derniers je ne vois pas d'inconvénient de supprimer les mots *musulmans et non-musulmans*. Mais je défendrai toujours le maintien de cette phrase en ce qui concerne les conseils d'administration.

Le président. — Veuillez nous dire votre opinion sur les conseils d'administration.

Djedet pacha. — Les conseils communaux s'occupent d'affaires municipales et d'autres qui regardent directement la population. Ce n'est pas la même chose pour les conseils d'administration. Ici le gouvernement demande à la population des membres qui auront à aider les employés gouvernementaux. Pour le reste la population n'a pas à se mêler. Il faut donc séparer les deux questions. Pour les conseils communaux, qu'il soit fait comme la Chambre le demande. Mais pour ce qui est des conseils administratifs comme cela regarde l'Etat, qu'il soit fait comme l'Etat le désire.

Nakach effendi. — La phrase *musulmans et non-musulmans* était de tout temps usitée. Elle n'est pas nouvelle et personne ne s'en est jamais plaint. Qu'elle reste.

Tchanaka effendi. — C'est vrai. Mais comme nous faisons de nouvelles lois, ces lois ne doivent pas être comme les anciennes. Elles doivent être basées sur la Constitution.

Le président. — Donc... ?

Tchanaka effendi. — L'article doit être modifié.

Le président ? Dans quels termes ?

Tchanaka effendi. — Nous trouverons bien une expression quelconque.

Manouk Caradjia effendi, d'Alep, — lit un long discours défendant le maintien de l'article dans sa rédaction primitive en établissant les désavantages qui en résulteraient si la phrase de *musulmans et non-musulmans* était supprimée.

Nakach effendi, après le discours de Manouk effendi dit que la Chambre est suffisamment renseignée et propose de mettre aux voix la question.

Le président. — Nous devons préalablement entendre ceux qui ont insérés par écrit.

Vassilaki bey. — Manouk effendi vient de dire que la Chambre des députés aussi a été composée d'après ce principe. Oui. Mais la Constitution dit que c'est exceptionnellement pour cet article.

La ville de Constantinople aurait quand même envoyé dix députés. Sans cette condition, il aurait pu y avoir plus de chrétiens ou de musulmans et vice-versa. Cela ne fait rien. Nous sommes tous ottomans. Nous formons tous une seule nation. Ce sont de pareilles expressions qui nous divisent.

Manouk effendi. — Cela ne peut se faire qu'après vingt ans et sous les auspices de l'instruction. C'est alors que ces préjugés seront dissipés et que nous ne formerons plus qu'une seule nation.

Hassan Fehmi effendi. — Je vois que nous nous écartons de la question. Au fond il s'agit de savoir si cette phrase doit rester ou être supprimée. Je propose que la question soit discutée dans les sections.

Yénichehrlî-Zadé Ahmed effendi. — Ainsi que le ministre de l'intérieur l'a fait remarquer, les conseils d'administration regardent plutôt le gouvernement que la population. C'est donc au gouvernement de faire nommer des membres musulmans ou non-musulmans. La Constitution a cherché l'union de tous. Tous nous nous appelons *ottomans*. Mais si nous nous basons sur ce nom, nous ne nommons que des musulmans. Dans l'Anatolie, dans la plupart des localités, les musulmans sont plus nombreux que les chrétiens.

Au sujet des élections on a fait beaucoup de bruit à Constantinople même qui, cependant, est la ville la plus civilisée de l'Empire. Il y a des personnes qui se sont plaintes de ce que leur communauté respective a pu élire peu de représentants. Nous verrons la même chose dans les vilayets. Et c'est ainsi que nous préparons des divisions et des discordes entre nous. Ainsi donc l'union consacrée par la Constitution ne sera pas obtenue.

Un membre grec. — L'article 8 de la Constitution demande à être expliqué et éclairci. Je propose d'en demander l'interprétation au Sénat.

Husséin effendi Beyhoun n'est pas du même avis. — Il ne voit pas la nécessité d'en référer au Sénat.

Le président. — Renvoyons la question à la section. Voulez-vous qu'il soit fait ainsi ?

La Chambre décide par vote que la discussion sera continuée dans les sections.

Le secrétaire commence la lecture du titre IV du projet de loi en commençant par l'article 35.

L'article 35 a trait aux attributions des vilayets.

Le président fait remarquer que cet article a fait l'objet d'une décision dans la séance précédente et qu'il a été décidé qu'on consulterait ultérieurement la Chambre.

On passe à l'article 36 qui dit que le vali, en cas d'absence, se fera remplacer par un des fonctionnaires supérieurs qu'il désignera lui-même.

Sébouh effendi. — Cette prescription crée une injustice pour les mustéchars dans les vilayets qui en ont un. Dans l'ordre hiérarchique, après le vali vient le mustéchar. On dit que puisque le vali est responsable, il doit laisser la gérance à la personne en qui il a confiance. Mais le gouvernement est censé avoir une pleine confiance dans les mustéchars. Dans le cas contraire le vali pourrait demander le remplacement de son mustéchar.

Un membre. — A mon avis Sébouh effendi est dans l'erreur. Il vaut mieux que le vali reste libre pour le choix de son remplaçant. D'ailleurs il est naturel que c'est le mustéchar qui sera chargé de l'intérieur. Mais il se peut que le mustéchar soit absent pour affaires de service. Le vali doit avoir la faculté de nommer qui il voudra.

Djedet pacha. — L'administration est entravée si le vali est astreint à se faire remplacer par un seul fonctionnaire. Nous faisons ces lois, dans le seul but d'élargir le cercle d'action des autorités provinciales. Il ne faut donc pas entourer de restrictions les pouvoirs des valis. Il est naturel que le plus souvent ce seront les mustéchars qui seront chargés de l'intérieur. Il se peut que le vali ait un motif particulier pour ne pas désigner le mustéchar. Il faut donc qu'il soit libre de le faire.

Nakach effendi approuve complètement le ministre, d'autant plus, dit-il, que le defterdar par exemple peut être supérieur en grade au mustéchar.

Sébouh effendi. — C'est là une question de préséance qui sera discutée lorsque nous nous occuperons des attributions des fonctionnaires.

Yénichehrlî-Zadé Ahmed effendi. — Les valis étant responsables en général, il faut qu'ils aient la faculté de nommer la personne qu'ils jugeront convenable.

Sébouh effendi. — En cas d'absence, le vali n'est pas responsable. Mais ajournons la discussion de cet article. Nous le discuterons avec les attributions des fonctionnaires.

Le président. — La discussion de cet article est terminée. Lors de la troisième lecture nous consulterons la Chambre.

L'article 37 ne soulève pas d'objections.

L'article 38 détermine la responsabilité du vali et du defterdar dans les affaires financières.

Rassim bey, rapporteur, dit que la commission est d'avis de distinguer la responsabilité de chacun. Le vali sera responsable des rentrées et des remises des impôts, et le defterdar des dépenses et des comptes.

Hamiz Usseb effendi de Trébizonde dit qu'attendu que les valis et les defterdars sont solidairement responsables de la gestion des finances il ne trouve pas convenable que le vali, en cas d'absence, se fasse remplacer par le defterdar.

Le président fait prendre note de cette observation.

Rassim bey fait remarquer qu'un fonctionnaire du ministère des finances devrait venir à la Chambre pour la discussion de cet article.

Yousouf pacha. Très bien.

L'article 39 se rapporte aux mektoubdjis.

Yénichehrlî-Zadé Ahmed effendi. — Je ne vois pas la nécessité du poste de mektoubdjis. Les valis ont des moudhars qui touchent 2,500 piastres par mois. Ils peuvent cumuler aussi les fonctions de chef de la correspondance. Je suis pour la suppression des postes de mektoubdjis. C'est une charge inutile pour le trésor.

Nakach effendi et Salim effendi sont contre l'avis de Yénichehrlî zadé qui est soutenu par Allahverdi effendi.

Sébouh effendi propose de discuter cette question avec le budget. Alors, a-t-il ajouté, nous proposerons des réductions dans leurs appointements.

On passe à l'article suivant qui se rapporte aux imprimeries des vilayets.

Le président émet l'opinion que cet article n'a pas sa raison d'être dans cette loi qui est une loi organique. C'est une question de détail qui pourrait être traitée ailleurs. Il propose la suppression de l'article.

La Chambre. — *Pek Ala*.

L'article 41 se rapporte à la nomination d'un directeur des travaux publics et de l'agriculture qui aura son siège au chef-lieu du vilayet.

Un membre propose que ce directeur soit assisté par un conseil dont les membres seront honoraires et qui seront pris parmi les principaux cultivateurs du pays.

Manouk effendi lit sur le même sujet un long discours. Ses conclusions sont les mêmes que celles du précédent.

Le président fait prendre note de ces propositions.

L'article 42 se rapporte à la gendarmerie du vilayet. Le commandement de la force publique donne lieu à un débat, mais l'article est maintenu tel qu'il est.

La lecture arrive aux articles relatifs à la formation du conseil d'administration des vilayets. Comme pour les conseils des sandjaks le defterdar, le mektoubdjî, le directeur des travaux publics, le Mufti effendi et les chefs des communautés religieuses sont membres de droit.

Le président. — Avez-vous quelque chose à dire sur la question des membres de droit et des membres élus.

Rassim bey, rapporteur, dit que l'avis de la commission est le même que pour les conseils des sandjaks, c'est-à-dire la commission opine contre l'admission des membres de droit.

Le président à Djedet pacha. — Le ministère a-t-il des observations à faire ?

Djedet pacha. — Si dans les conseils d'administration il n'y a que des membres élus, ce ne sera plus un conseil administratif, mais une assemblée du peuple.

Or le gouvernement institue ces conseils pour l'administration de ses propres affaires. Pourquoi alors ses fonctionnaires ne siègeraient-ils pas dans ces conseils. Le gouvernement aura toujours un conseil d'administration, même lorsqu'il n'y aura pas de membres élus. Il convient donc mieux de dire qu'on aura un conseil administratif sans membres élus par le peuple qu'un conseil administratif sans membres gouvernementaux.

Le président. — Nous avons maintenant la réponse du gouvernement. Nous la discuterons entre nous dans les sections.

Riza effendi de Havadendighar, lit un discours sur la présidence des conseils d'administration. La loi décerne la présidence aux valis.

Riza effendi est d'avis que pour éviter les retards il serait mieux de désigner un autre fonctionnaire supérieur à ces fonctions.

Le président. — Comme cette proposition est écrite, le ministre de l'intérieur peut en prendre connaissance et nous donner sa réponse.

Baha-Eddin effendi. — Nous discuterons cette question dans les sections.

L'article 46 précise les attributions du Conseil d'administration. En dehors des affaires purement administratives, les conseils n'interviendront aucunement dans les affaires judiciaires, sauf le cas des procès intentés aux employés du gouvernement.

Rassim bey, rapporteur, dit que l'avis de la commission est que les conseils ne jugent les fonctionnaires qu'en ce qui concerne les affaires gouvernementales. Pour le reste ces fonctionnaires doivent être justiciables des tribunaux ordinaires.

Nakach effendi et contre cet avis. Hassan Fehmi effendi réplique à Nakach effendi en disant que, d'après le nouveau système, tout particulier ayant un procès avec le gouvernement sera jugé par devant les tribunaux ordinaires.

Yousouf pacha, ministre des finances, saisit cette occasion pour expliquer la nécessité de la présence dans les conseils d'administration du defterdar et des autres fonctionnaires.

Le président. — La Chambre délibérera sur cette question et émettra son opinion lors de la troisième lecture.

Rassim bey, rapporteur. — La commission a discuté cette question. Les conseils d'administration vérifieront les comptes des préposés aux finances. Si ces derniers siègent dans ces conseils, il arrivera qu'ils vérifieront eux-mêmes leurs comptes.

Abraham pacha. — On demande que les employés du gouvernement ne se mêlent point dans les conseils d'administration. Ainsi que je l'ai dit aussi à la séance précédente ces conseils connaîtront exclusivement des affaires gouvernementales. Supposons que les employés ne prennent pas part. Si les conseils se trompent la responsabilité sur qui pesera-t-elle ?

Le président. — Le Conseil ne fera que délibérer, c'est le vali qui exécutera. La responsabilité incombe au vali.

Abraham pacha. — Ce n'est pas logique.

Le président. — C'est la règle. Le Conseil donne son avis. Le vali exécute. C'est ce dernier qui en est responsable.

Allahverdi effendi. — Le Conseil d'administration est entre les mains du pouvoir exécutif. La population n'a rien à faire avec ce Conseil. Si le vali doit assumer la responsabilité des décisions du Conseil, il pourra ne rien faire.

Rassim bey. — Jusqu'à présent les conseils d'administration cumulaient les fonctions administratives avec les fonctions judiciaires. Désormais ces dernières fonctions leur sont enlevées d'après le projet de loi sur les tribunaux. Ces médjliss n'auront dorénavant qu'à donner leur conseil aux valis qui a la faculté d'exécuter ou non les décisions des Conseils sous sa responsabilité.

Hassan Fehmi effendi. — Cette question sera examinée dans les sections.

Nakach effendi propose la nomination d'une commission spéciale pour s'occuper exclusivement de cette question importante.

Hassan Fehmi effendi dit qu'il y a déjà une commission et qu'il n'est pas besoin d'une autre.

Yénichehrlî Zadé effendi. — Nous voulons être en tout point d'accord avec les ministres. Nous avons quitté nos pays pour venir ici. C'est pour servir l'Etat. Il faut être francs et dire tout le mal qui résulte de la présence des valis et des defterdars dans les conseils. Si nous dévotions le mal, le préjudice que les defterdars causent à l'Etat, nous réitérons cet Etat. Je demanderai qu'on présente tous les documents qui existent contre le defterdar de Smyrne, pendant et après l'administration de Khourchid pacha.

Allah ! Allah ! qui délivrera la population des mains de ces defterdars (approbation sur tous les bancs, vifs applaudissements).

Nakach effendi, veut défendre les defterdars.

Sur plusieurs bancs. La plupart sont mauvais.

Yousouf pacha, ministre des finances. — Ahmed effendi accuse le defterdar de Smyrne. Plusieurs accusations sont en effet arrivées contre ce fonctionnaire. Ces plaintes ont été prises en sérieuse considération. Ces accusations cependant portent que le defterdar n'a pas encaissé des chrétiens la taxe militaire et n'a pas fait rentrer les arriérés de vingt ans.

Or, l'un et l'autre ne sont pas de la compétence des defterdars. Toutefois, sur une accusation formelle, le defterdar a été destitué et mis en jugement. S'il est innocent il sera réintégré.

Yénichehrlî-Zadé Ahmed effendi. — L'un des deux, ou le ministre n'a pas compris ce que j'ai dit ou il ne veut pas le comprendre. Ce que j'ai dit sur les defterdars c'est dans l'intérêt du trésor. Pendant l'administration de ce defterdar le trésor a perdu 30,000 livres.

Plusieurs sous-caissiers ont commis des abus. Un des débiteurs du fisc a été condamné par Mazbata à la prison. Il n'a pas subi sa peine ; il a trouvé le moyen de fuir. Je n'ai pas une haine personnelle contre ce defterdar ; je réclame dans l'intérêt de l'Etat. (Applaudissements.)

Le président. — Formulez l'accusation par écrit.

Le président arrête la lecture du projet à l'article 48 et lève la séance à 7 heures à la turque.

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 16 Avril 1877.

Ouv. du m.	P. 40 34
Hausse	41 2
Baisse	40 34
3 h. du soir	41 4
Clôt. du soir	—
Après Bourse	—

Actions Société Générale Cp. dét. L.S.	2 25
» de la Société de change et val.	4 30
» de la Banque de Cons/ple	2 20
» du Crédit Général	4 35
Tramways	4 20
Laurium Cp. dét.	Fr. 69
Crédit Hellénique	410
Obligations des Chemins de fer	284/2
1863 Cp. dét.	54
1869 Cp. dét.	55
1865 Cp. dét.	49
1872	46 1/2
1873	48

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)	
Livre anglaise	P. 109 35
Pièce de 20 francs	87 30
Impérial russe	89 40
Ducat (Crémint)	51 25
Medjidié blanc (différence)	404 20
Bechlik	413
Métallique	414
En papier monnaie	163 20
Cuivre	471
Change sur Londres	410 40
» Paris	22 90

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.

Constantinople, le 14 Avril 1877.

De Marseille français Ebre cap. Benigni marchandise et passagers agence Messagerie Maritime.

De Glasgow anglais F. Hunting cap. Barker charbon pour Odessa agent Swan.

De Marseille anglais Witbuan cap. Elcoate lest pour Taganrog agent Rowell.

DÉPARTS DES VAPEURS

Pour Trieste autrichien Apollo cap. Marini marchandise et passagers.

Pour Smyrne et Liverpool anglais Saragosa cap. Leitch marchandise et passagers.

Pour Taganrog anglais Vichard cap. Mills lest pour Batoum russe Azoff cap. Jarnester marchandise et passagers.

Pour Ibraïla autrichien Tibisco cap. Gelci h marchandise et passagers.

Pour Marseille français Afrique cap. Rolland marchandise et passagers.

ARRIVÉES DES VOILIERS

De Troon italien Arbace cap. Schiavino charbon pour Consple ton. 392.

De Hartlepool hellène Ecanguelistria cap. Jeorvinsky charbon pour Consple ton. 381.

De Santorin hellène A. Onufrios cap. Manoles- os lest pour Taganrog ton. 269.

De Marseille hellène Olimbos cap. Cacarcas grains de Ton tza.

De Marseille hellène A. Spiridon cap. Condorgopoulos grains de Danube.

De Marseille italien T. Danovaro cap. Chiapponi grains de Berdisanca.

De Marseille italien Massinissa cap. Bianchieri grains de Nicolaïeff.

NOLISSEMENTS PRATIQUÉS

Autrichien de quarts de Taganrog pour R. U. schel. 42/6.

Hellène de quarts 4600 de Soulina pour R. U. schel.

ITINÉRAIRES DES BATEAUX DU CHIRKET-IAIRIE

A partir du Vendredi, 11/13 Avril 1877, jusqu'au 30 Avril (v.s.)

Saison de Printemps.

SERVICE JOURNALIER.

DESCENTE.		MONTÉE.	
Côte d'Europe.		Côte d'Europe.	
(Avec communication à la côte d'Asie.)		(Avec communication à la côte d'Asie.)	
2 — De Yenimahalle, Mézarbournou, Bu-	20	1 15 Pour Cabatach, Sentari, Béchiktach,	2
Yukdere, Therapia, Yenikeu, Sténia,		Cousoundjoug, Ortakou, Beylerbey,	
Boydjikeu, R. Hissar, Béké, (Coin-		Tchengh, Arnaoutk, Candilli, A. et R.	
cident avec le bateau qui part à l'heu-		Hissar, Candilli, Emirghian, Yenikeu,	
re 10 m. de Béké.		Bécos, Therapia, Buyukdere, Yenim.	
1 — De R. et A. Kavak, Mézarbournou, Bu-	32	2 — Béchiktach, Ortakou, Arnaoutk, Yen-	20
Yukdere, Therapia, Yenikeu, Emir-		ikeu, Therapia, Bouyukdere, Me-	
ghian, R. Hissar, Béké.		zarbournou.	
2 30 De Yenimahalle, Mézarbournou, Bu-	19	5 — Pour Béchiktach, Ortakou, Arnaoutk,	19
Yukdere, Therapia, Yenikeu, Sténia,		Bécos, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
Emirgh, R. Hissar, Béké, Ortakou,		keni, Bécos, Therapia, Buyukdere,	
3 45 De Mézarbournou, Buyukdere, Thera-	20	Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Cav-	
pi, Yenikeu, Sténia, Emirghian, Bo-		ac, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Cav-	
yadji keu, R. Hissar, Béké, Arna-		ac, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Cav-	
outkeu, Couroutchesmé, Ortakou,		ac, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Cav-	
Béchiktach.		ac, Mézarbournou, Yenimahalle, R. et A. Cav-	
6 — De Yenimahalle, Buyukdere, Therapia,	2	8 15 Pour Béchiktach, Ortakou, Arnaoutk,	22
Bécos, Yenik, Emirghian, Candilli,		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
R. Hissar, A. Hissar, Candilli, Arnaout-		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
Tchenghkeu, Beylerbey, Ortakou,		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
Cousoundjoug, Béchiktach, Sentari.		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
8 — De A. et R. Cavak, Yenimahalle, Bu-	19	10 — Pour Béchiktach, Ortakou, Arnaoutk,	19
Yukdere, Therapia, Bécos, Yenikeu,		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
Boydjikeu, R. Hissar, Béké, Arna-		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
outkeu, Couroutchesmé, Ortakou, Béké,		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
De M. Bournou, Buyukdere, Therapia,	32	10 45 Pour Béchiktach, Ortakou, Arnaoutk,	32
Yenik, Emirghian, R. Hissar, Arnaout-		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	
Ortakou, Béké.		keni, R. Hissar, Emirghian, Yen-	

Ligne d'Arnaoutk.

12 — D'Arnaoutk, Couroutchesmé, Ortakou,	4
Béchiktach.	
12 35 D'Arnaoutk, Couroutchesmé, Ortakou,	22
Béchiktach.	
1 10 De Béké, Arnaoutk, Couroutches-	1
mé, Ortakou, Béchiktach.	
2 — D'Arnaoutk, Couroutchesmé, Orta-	4
keni, Béchiktach.	
2 40 D'Arnaoutk, Couroutchesmé, Ortakou,	22
Béchiktach.	
4 — D'Arnaoutk, Couroutchesmé, Ortakou,	22
Béchiktach.	
5 15 De Béké, Arnaoutk, Couroutchesmé,	1
Ortakou, Béchiktach.	
10 15 D'Arnaoutk, directement au pont.	21
11 — D'Arnaoutk, directement au pont.	21

Côte d'Asie.

12 — Buyukdere, Bécos, Pacha-Baghtché,	25
Candilli, A. Hissar, Candilli, Vanik,	
Tchenghkeu, Beylerbey, Ortakou,	
12 — De Vanik, Tchenghkeu, Beylerbey,	2
Couse, Cabatach.	
1 30 De Bécos, Pacha-Baghtché, Candilli,	21
A. Hissar, Candilli, Vanik, Tchengh-	
keu, Beylerbey, Couse.	
3 — De Vanik, Arnaoutk, Couroutches-	1
mé, Beylerbey, Cousoundjoug, Béchiktach.	
3 45 De Bécos, Pacha-Baghtché, Candilli,	25
A. Hissar, Candilli, Vanik, Tchengh-	
keu, Beylerbey, Cousoundjoug.	
9 — De Bécos, Pacha-Baghtché, Candilli,	4
A. Hissar, Candilli, Vanik, Tchengh-	
keu, Beylerbey, Cousoundjoug.	
10 15 De Vanik, directement au pont.	25

Ligne de Scutari.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
H. M. H. M.	H. M. H. M.
12 15 6 15	12 15 6 15
12 30 7 15	12 30 7 15
1 4 8 15	1 4 8 15
2 9 20	2 9 20
2 30 9 50	2 30 9 50
3 10 5	3 10 5
3 30 10 20	3 30 10 20
4 10 10 50	4 10 10 50
4 30 11 15	4 30 11 15
5 11 30	5 11 30
5 35 12	5 35 12

Service des Dimanches.

DE SCUTARI AU PONT.	DU PONT A SCUTARI.
H. M. H. M.	H. M. H. M.
12 15 6 15	12 15 6 15
1 7 7	1 7 7
1 30 8 15	1 30 8 15
2 9 20	2 9 20
2 30 9 50	2 30 9 50
3 10 5	3 10 5
3 30 10 20	3 30 10 20
4 10 10 50	4 10 10 50
4 30 11 15	4 30 11 15
5 11 30	5 11 30
5 35 12	5 35 12

Il est rigoureusement défendu aux Memours du pont et des échelles de prendre de l'argent des passagers qui ne sont pas munis de billets. Les Memours qui conreviendraient à ce règlement seraient responsables. En conséquence MM. les passagers sont priés de se munir de leurs billets pendant le trajet. Toute personne qui ne se serait pas conformée à cette invitation et voudrait prendre son billet au débarcadere, sera considérée comme passager de premier poste (Mevki) et paiera en conséquence.

LA VELOUTINE

est une poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salubre sur la peau. Elle est adhérente et invisible, aussi donne-t-elle au teint une fraîcheur naturelle.

CH. FAY, INVENTEUR.

POMMADE SATIN

Pour conserver aux mains la souplesse, la douceur et les préserver des gerçures et autres accidents provoqués par le froid.

2, rue de la Paix. — PARIS.



SERVICIO POSTALE
DE LA COMPAGNIA ITALIANA
DI NAVIGAZIONE A VAPORE
FLORIO
ARRIVO IN COSTANTINOPOLI

Da Odessa ogni Lunedì
Da Marsiglia ecc. Martedì

PARTENZA DA COSTANTINOPOLI

Per Odessa ogni Lunedì sera a ore 2
Per la linea di Marsiglia Martedì a ore 4

ITINERARIO.

Odessa, Costantinopoli, Dardaneli, Smirne e Salonicco (1) Pireo, Messina, Palermo, Napoli Livorno, Genova e Marsiglia.

Tanto alla venuta quanto al ritorno, coincidenza e transbordo al Pireo di merci, passeggeri, posta e vapori della Compagnia che fanno la linea di Trieste, Venezia, Brindisi e Corfù.

La Compagnia s'incarica di qualunque spedizione di merci per ogni parte della Germania. I viaggi da Odessa a Marsiglia e vice-versa avranno luogo senza transbordo.

Per informazioni, etc. dirigersi all'Agenzia principale, sita a Mout-ham, Cité française N° 63, precisamente nel locale che era occupato da Lloyd Austro-Ungarico, ovvero a quella succursale sita in Stambul Baktché-Capou, Cheislam han. N° 3.

(1) Una settimana Smirne, altra Salonicco.

Par ces

TEMPS DE CRISE ET DE STAGNATION DES AFFAIRES.

Un des remèdes infallibles pour les combattre est bien certainement.

L'INSERTION DANS LES JOURNAUX

BIEN EMPLOYÉ

ÉCONOMIQUEMENT.

C'est en raison de cette thèse et de notre longue expérience dans cette matière, que nous nous permettons d'attirer tout spécialement l'attention du public sur notre annonce, et de l'inviter de s'adresser à nous en toute confiance.

Nous sommes toujours consciencieusement occupés de garantir le succès de chaque insertion, en choisissant de préférence ceux du nombre des journaux dont notre clientèle peut attester les nombreux résultats.

Dans les circonstances d'économie actuelles, on tout continue doit être bien employé, et qu'on est forcé d'opposer quelques sacrifices pour s'assurer tant soit peu le succès, nous croyons agir dans l'intérêt du public en leur recommandant notre agence

ROTTER & Cie.

Bureau d'annonces pour tous les journaux du monde. Agence Générale de la Turquie de Constantinople. Journal politique quotidien La Turquie de Constantinople.

Vienne Stadt Riemergasse 13.

CHEMINS DE FER DE LA TURQUIE D'EUROPE

SERVICE DES VOYAGEURS A PRIX TRÈS-RÉDUITS

A partir du 1^{er} Avril 1877, jusqu'à nouvel avis.

Ligne de Constantinople — Andrinople.

TRAINS S'ÉLOIGNANT DE CONSTANTINOPLE.

Départ de	N°									
	2	4	6	8	10	12	14	16	18	
HEURES DE DÉPART :										
Constantinople. Départ	7 25	8 15	9 05	10 25	11 20	12 15	1 30	2 25	3 20	4 15
Koum-Kapou ..	7 33	8 10	9 18	10 34	11 24	12 19	1 34	2 29	3 24	4 19
Yeni-Kapou ..	7 41	8 18	9 26	10 42	11 32	12 27	1 42	2 37	3 32	4 27
Psamatia ..	7 49	8 26	9 34	10 50	11 40	12 35	1 50	2 45	3 40	4 35
Yéti-koué. Départ	7 45	8 22	9 30	10 45	11 35	12 30	1 45	2 40	3 35	4 30
Zeitun-Bournou ..	7 50	8 27	9 35	10 50	11 40	12 35	1 50	2 45	3 40	4 35
Makr-Koué. Départ	7 57	8 34	9 42	10 57	11 47	12 42	1 57	2 52	3 47	4 42
San-Stéphano. Arrivée	8 7	8 44	9 52	11 07	11 57	12 52	2 07	3 02	3 57	4 52
Tchekmedjé-Fl. Arrivée	8 15	8 52	10 00	11 15	12 05	1 00	2 15	3 10	4 05	5 00
Varim-Bourgas ..	8 25	9 02	10 10	11 25	12 15	1 10	2 25	3 20	4 15	5 10
Hadem-Keu ..	8 31	9 08	10 16	11 31	12 21	1 16	2 31	3 26	4 21	5 16
Tchataidjé ..	8 37	9 14	10 22	11 37	12 27	1 22	2 37	3 32	4 27	5 22
Kabakdjé ..	8 43	9 20	10 28	11 43	12 33	1 28	2 43	3 38	4 33	5 28
Sinekli ..	8 49	9 26	10 34	11 49	12 39	1 34	2 49	3 44	4 39	5 34
Tcherkes-Keu. Arrivée	12 33	1 10	2 18	3 33	4 23	5 18	6 33	7 28	8 23	9 18
Tcherkes-Keu. Départ	1 23	2 00	3 08	4 23	5 13	6 08	7 23	8 18	9 13	10 08
Thoriou (buff). Départ	1 55	2 32	3 40	4 55	5 45	6 40	7 55	8 50	9 45	10 40
Kepekli ..	2 21	2 58	4 06	5 21	6 11	7 06	8 21	9 16	10 11	11 06
Sider Tchiflik ..	2 27	3 04	4 12	5 27	6 17	7 12	8 27	9 22	10 17	11 12
Liul-Bourgas ..	2 33	3 10	4 18	5 33	6 23	7 18	8 33	9 28	10 23	11 18
Baba-Eski ..	2 39	3 16	4 24	5 39	6 29	7 24	8 39	9 34	10 29	11 24
Pavlo-Keu ..	2 45	3 22	4 30	5 45	6 35	7 30	8 45	9 40	10 35	11 30
Ouzoun-Kapou ..	2 51	3 28	4 36	5 51	6 41	7 36	8 51	9 46	10 41	11 36
Koum-Kapou ..	2 57	3 34	4 42	5 57	6 47	7 42	8 57	9 52	10 47	11 42
Orli ..	3 03	3 40	4 48	6 03	6 53	7 48	9 03	9 58	10 53	11 48
Andrinople. Arrivée	3 04	3 41	4 49	6 04	6 54	7 49	9 04	9 59	10 54	11 49

AVIS. — Les trains Nos 8 et 11 ne circuleront entre San-Stéphano et Kuten-Tchekmedjé-Floria que les dimanches et jours fériés. — Les autres jours, le train 8 ira seulement jusqu'à San-Stéphano et le train 11 partira de San-Stéphano pour Constantinople.

Les prix des billets de toutes les Stations ont à Constantinople et à Andrinople sont les mêmes pour tous les trains.

TRAINS S'ÉLOIGNANT D'ANDRINOPLE

Départ de	N°									
	3	5	7	9	11	13	15	17	1	
HEURES DE DÉPART :										
Andrinople. Départ	7 20	8 10	9 00	10 20	11 15	12 10	1 25	2 20	3 15	4 10
Orli ..	7 26	8 16	9 06	10 26	11 21	12 16	1 31	2 26	3 21	4 16
Kouli-Bourgas ..	7 32	8 22	9 12	10 32	11 27	12 22	1 37	2 32	3 27	4 22
Ouzoun-Kapou ..	7 38	8 28	9 18	10 38	11 33	12 28	1 43	2 38	3 33	4 28
Pavlo-Keu ..	7 44	8 34	9 24	10 44	11 39	12 34	1 49	2 44	3 39	4 34
Baba-Eski ..	7 50	8 40	9 30	10 50	11 45	12 40	1 55	2 50	3 45	4 40
Pavlo-Keu ..	7 56	8 46	9 36	10 56	11 51	12 46	2 01	2 56	3 51	4 46
Ouzoun-Kapou ..	8 02	8 52	9 42	11 02	11 57	12 52	2 07	3 02	3 57	4 52
Koum-Kapou ..	8 08	8 58	9 48	11 08	12 03	12 58	2 13	3 08	4 03	4 58
Constantinople. Arrivée	8 14	9 04	9 54	11 14	12 09	1 04	2 19	3 14	4 09	5 04
San-Stéphano. Départ	8 20	9 10	10 00	11 20	12 15	1 10	2 25	3 20	4 15	5 10
Makr-Keu ..	8 26	9 16	10 06	11 26	12 21	1 16	2 31	3 26	4 21	5 16
Zeitun-Bournou (halt) ..	8 32	9 22	10 12	11 32	12 27	1 22	2 37	3 32	4 27	5 22
Yéti-Koué. Arrivée	8 38	9 28	10 18	11 38	12 33	1 28	2 43	3 38	4 33	5 28
Psamatia ..	8 44	9 34	10 24	11 44	12 39	1 34	2 49	3 44	4 39	5 34
Yeni-Kapou ..	8 50	9 40	10 30	11 50	12 45	1 40	2 55	3 50	4 45	5 40
Koum-Kapou ..	8 56	9 46	10 36	11 56	12 51	1 46	3 01	3 56	4 51	5 46
Constantinople. Arrivée	9 02	9 52	10 42	12 02	12 57	1 52	3 07	4 02	4 57	5 52

LIGNE D'ANDRINOPLE-PHILIPPOPOULI, SAREMBEY

Trains s'éloignant d'Andrinople.		Trains s'éloignant de Sarembey.		Trains s'éloignant de Kouleli-Bourgaz.		Trains s'éloignant de Dédagéh.	
Train mixte	N. 122	Train mixte	N. 121	Train mixte	N. 121	Train mixte	N. 221
Départ de	heure, matin	Départ de	heure, matin	Départ de	heure, matin	Départ de	heure, matin
Andrinople	8	Sarembey	6 38	Kouleli-Bourgaz (*)	9 31	Dédagéh	12 03
Moustapha-Pacha	9 43	Tatar-Bazadjik	7 27	Demotica	10 11	Ferré	1 24
Hermanly	10 39	Arrivée	8 55	Soufli	11 33	Bidjigil	2 30
Tirnova-Semenly	11 55	Philipp. (buf.)	9 15	Sor.	13 35	Soufli	3 41
	soir	Départ	9 15	Bidjigil	1 29	Demotica	4 37
Kayadjik-Hasskeu	1	Katuniza	9 15	Ferré	2 40	Kouli-Bourgaz	5 15
Yeni-Mahallé	2 23	Papasy	10 41	Dédagéh	Arrivée		
Papasy	3 10	Yeni-Mahallé	11 33				
Katuniza	3 55	soir					
Arrivée	4 56	Kayadjik-Hasskeu	12 51	Cet train correspond avec le train N° 1 venant d'Andrinople.			
Philipp. (buf.)		Tirnova-Semenly	2 16				
Départ	4 46	Hermanly	3 2				
Tatar-Bazadjik	6 26	Moustapha-Pacha	4 13				
Andrinople	7 35	Arrivée	5 41				